

Regards Citoyens

Transparence & OpenData to fight against corruption



Tangui Morlier
SCPC-ENM 2015 – Paris – 26 november 2015



Regards Citoyens ?

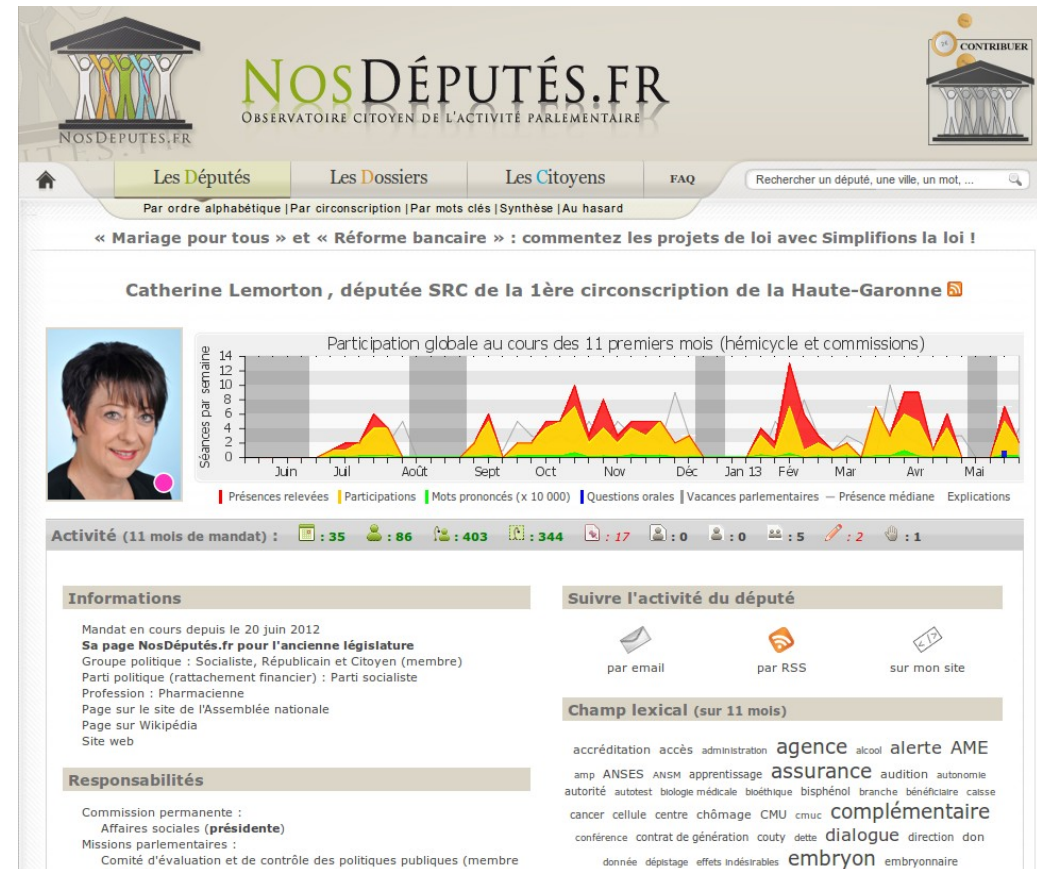
- Geeks !
- Who went passionate about Parliament activity in 2009
- Use their technical skills for their passion





NosDéputés.fr & NosSénateurs.fr

- Value activity of parliament members
(Assemblée nationale & Sénat)
- Use a max. of public data :
 - « Journal Officiel »
 - websites of the Assemblée nationale and the Sénat





Lots of parliamentary documents

- NosDéputés.fr and NosSénateurs.fr :
 - 3 629 291 parliamentary documents
 - Interventions
 - Amendments
 - Reports and Bills
 - Written questions
 - Since 2007
 - Updated every 8 hours



A search engine (1/2)

- Accessible from any pages

The screenshot displays the NosDéputés.FR website interface. At the top, there is a navigation bar with links for 'Identifiant', 'GO', and 'Inscription'. The main header features the site's logo, 'NOS DÉPUTÉS.FR', and the tagline 'OBSERVATOIRE CITOYEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE'. Below the header, a search bar contains the text 'avocats'. The main content area shows search results for 'avocats', including a bar chart indicating 181 results for July 2013. A sidebar on the right offers options to subscribe to results via email or RSS, and a section for searching by legislature (13^{ème} and 14^{ème} législature).

Une initiative de RegardsCitoyens.org

Identifiant

 **NOS DÉPUTÉS.FR**
OBSERVATOIRE CITOYEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

 **CONTRIBUER**

[Home](#) [Les Députés](#) [Les Dossiers](#) [Les Citoyens](#) [FAQ](#)

Par ordre alphabétique | Par circonscription | Par mots clés | Synthèse | Au hasard

Découvrez notre nouvelle initiative « La Fabrique de la Loi »

Résultats pour « avocats »

Affiner par date : entre juin 2012 et novembre 2014



Juillet 2013
181 résultats

Résultats 1 à 20 sur 2419 triés par date — trier par pertinence

Amendement N° CL3 au texte N° 996 - APRÈS ART. UNIQUE (Sort indéfini)

, expert, arbitre, d'être employé comme témoin dans les actes et de déposer en justice autrement que pour donner de simples renseignements ;« 5° La destitution et l'exclusion des condamnés des professions d'**avocat**, de notaire et de tous les offices ministériels ;« 6° La destitution et l'exclusion des condamnés de toute fonction éducative et de tous organismes, associations et syndicats chargés de représenter les professions et d'en assurer la discipline ;« 7° L'incapacité de faire

[Consulter](#)

S'abonner aux résultats de cette recherche

 par email  par RSS

Rechercher par législature

 13^{ème} législature  14^{ème} législature



A search engine (2/2)

Une initiative de RegardsCitoyens.org

Identifiant GO Inscription

Législature 2007-2012

NOS DÉPUTÉS.FR
OBSERVATOIRE CITOYEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

CONTRIBUER

Les Députés Les Dossiers Les Citoyens FAQ

Par ordre alphabétique | Par circonscription | Par mots clés | Synthèse | Au hasard

Découvrez vos députés de la 14^{ème} législature !

avocats Rechercher

Résultats pour « **avocats** »
Affiner par date : entre samedi 01/01/2011 et mardi 01/02/2011

Résultats 1 à 20 sur 379 triés par pertinence — trier par date

Intervention en hémicycle le 20/01/2011 : Garde à vue
Roland Muzeau
Roland Muzeau Cet amendement a deux objets. D'une part, il propose de supprimer les deux dernières phrases de l'alinéa 9, qui autorisent les policiers à censurer des questions posées par l'**avocat** de la personne mise en cause, car cette possibilité de censure n'est pas accompagnée de garde-fou puisque toute question qui serait « de nature à nuire au bon déroulement de l'enquête » pourra être écartée. Les policiers pourraient donc parfaitement empêcher systématiquement les **avocats** de poser des questions.

Consulter

Intervention en hémicycle le 19/01/2011 : Garde à vue
Claude Goasguen
Claude Goasguen Il est tout de même clair qu'il n'est pas possible d'interroger en même temps quatre suspects. Une solution doit être trouvée. De manière générale, attention à l'article 51 ! Ce que le rapporteur propose à travers l'amendement n° 95 est catastrophique. D'abord, il est inapplicable. Ensuite, il laisse croire que les **avocats** vont s'amuser, en toute conscience, à se rendre coupable d'un conflit d'intérêt et que les magistrats ne s'apercevront de rien. Quelle confiance vous leur

S'abonner aux résultats de cette recherche

par email par RSS

Rechercher par législature

13^{ème} législature 14^{ème} législature

Affiner la recherche

Réinitialiser les dates

Filtrer par type de résultat

Interventions (379)

Filtrer par député

Philippe Gosselin (36)

Filtrer par député

- + Sergio Coronado (70)
- + Alain Turret (66)
- + Thierry Lazaro (59)
- + Jean-jacques Candelier (55)
- + Cecile Untermaier (48)
- + Marc Le Fur (39)
- + Julien Aubert (38)
- + Paul Molac (36)
- + Alain Suguenot (35)
- + Bernard Perrut (35)
- + Damien Abad (35)
- + Nicolas Dhuicq (33)
- + Yann Galut (32)
- + Fernand Sire (31)
- + Pascal Cherki (31)
- + Patrick Hetzel (30)
- + Denys Robiliard (29)
- + Francois De Rugy (29)
- + Marie-jo Zimmermann (28)
- + Danielle Auroi (27)
- + Jean-pierre Decool (27)
- + Pierre Morel-a-l'huissier (27)
- + Christian Estrosi (26)
- + Eric Straumann (26)
- + Noel Mamere (25)
- + Barbara Pompili (24)
- + Charles De Courson (24)
- + Isabelle Attard (24)



Email alerts and RSS

S'abonner aux résultats de cette recherche

 par email

 par RSS

Création d'une alerte email

Votre email

Mots clés recherchés

Période max. de réception

 This is a "feed" of frequently changing content on this site.
You can subscribe to this feed to receive updates when this content changes.

Subscribe to this feed using

☐ Always use Live Bookmarks to subscribe to feeds.

NosSénateurs.fr : Recherche sur avocats

[Intervention en hémicycle le 20/11/2014 : Loi de finances pour 2015](#)
20/11/2014 12:33

collectivités connaissent une situation sensiblement plus dégradée que d'autres. Le Gouvernement a fait adopter des dispositions aux prises avec leurs emprunts structurés, leurs *avocats* et leur coût exorbitant en devises et en professionnelle pour alimenter un fonds d'investissement, ne faudrait-il pas mettre en place un moratoire sur

[Délégation sénatoriale à l'Outre-mer - Intervention le 20/11/2014](#)
20/11/2014 06:09

particulièrement la contribution à nos travaux d'Éric Doligé qui n'est pas ultramarin mais qui a su aborder les p au cours de nos déplacements et de nos auditions, ce qui lui a permis de s'en faire l'*avocat* talentueux. La contr seuls en séance publique pour défendre les intérêts des outre-mer. Ils ont besoin d'alliés. La France est un



The law factory (1/2)

LA FABRIQUE DE LA LOI

Search:

Logos: médialab, CEE, île de France

PJL Transparence de la vie publique (texte organique)

Navigation: < Voir la chronologie du texte | Vue alignée

Dépôt	1 ^{ère} Lecture						CMP	Nouvelle Lecture						Lect. Déf.
Gouv.	Assemblée		Sénat				CMP	Assemblée		Sénat				AN
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	

Article 2

1^{ère} Lecture · Sénat · Commission

Modifications : 44.69 %

Longueur du texte : 5030 caractères

À PROPOS | BLOG | OPENDATA | SIGNALER UN BUG | MENTIONS LÉGALES | CONTACT

Article 2

1^{ère} Lecture · Sénat · Commission

Explorer les amendements

- I A. - L'article L. O. 140 du code électoral est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- "Le mandat de député est également incompatible avec l'exercice de fonctions juridictionnelles autres que celles prévues par la Constitution relevant de l'ordonnance du 22 décembre 1958 précitée et avec l'exercice de fonctions d'arbitre, de médiateur ou de conciliateur."
- I B A. - L'article L. O. 145 du code électoral est ainsi modifié :
- 1^{er} Au premier alinéa, les mots : "et de membre du conseil d'administration" sont supprimés ;
- 2^o Le second alinéa est ainsi rédigé :
- "Sauf si le député y est désigné en cette



The law factory (2/2)

PJL Transparence de la vie publique (texte organique)

< Voir les articles du texte Vue « échiquier politique »

Dossier Sénat Loi sur Légifrance
Dossier Assemblée Open Data / Git

Dépôt	1 ^{ère} Lecture								CMP	Nouvelle Lecture				Lect. Déf.	Rapporteurs
Gouv.	Assemblée		Sénat				CMP	Assemblée		Sénat		AN			
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Hém.			
														Article 1er Jean-Jacques Urvoas rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république Lire les interventions 7896 mots Jean-Yves Le Bouillonnet porteur pour avis Lire les interventions 5 mots	
Transparence de la vie publique Discussion générale commune Article 1er Après l'article 1er Article 2														Rapporteurs Article 1er 7901 mots prononcés par 2 orateurs	
LÉGENDE GDR SRC ECOLO RRDP UDI UMP NI Présidence Rapporteurs Gouvernement															

Amendement 154

Union pour un Mouvement Populaire

Sort : adopté

11/07/2013

Dépôt	1 ^{ère} Lecture								CMP	Nouvelle Lecture				Lect. Déf.	
Gouv.	Assemblée		Sénat				CMP	Assemblée		Sénat		AN			
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Hém.			
Article 2 Après l'article 2 Article 2 bis A														Amendement 154 Union pour un Mouvement Populaire Sort : adopté 11/07/2013	

Amendement 154

11/07/2013 Adopté ✓

Sujet : Article 2

Signataires : MM. Hiest, Longuet, les membres du Groupe Union pour un Mouvement Populaire

Exposé des motifs : Amendement de précision.

Texte : Amendement n° 81 rectifié, alinéa 42. Rédiger ainsi cet alinéa :



Links toward the documents

Jean-Jacques Urvoas, rapporteur
Défavorable.
[Laisser un commentaire](#)

Denis Baupin, président
Quel est l'avis du Gouvernement ?
[Laisser un commentaire](#)

Alain Vidalies, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement
Défavorable.
[Laisser un commentaire](#)

Julien Aubert
C'est un peu court, comme réponse !
[Laisser un commentaire](#)

*Les amendements identiques nos **69**, **70** et **230** ne sont pas adoptés.*

Denis Baupin, président
La parole est à M. Damien Abad, pour soutenir l'amendement n° **285**.
[Laisser un commentaire](#)

Transparence de la vie publique
Discuté en séance le 19 juin 2013
Déposé le 17 juin 2013 par : M. Abad, M. Reiss, M. Fasquelle, M. Gosselin, M. Decool, Mme de La Raudière, M. Darmanin, M. Lazaro.

Amendement N° 230 (Rejeté)

Pouvoirs publics : transparence de la vie publique (2)
ART. 10
Après alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :
« 3° ter Les fonctionnaires de catégorie A et les directeurs des administrations publiques ; ».

Exposé sommaire :
La déclaration d'intérêts doit également toucher les plus hauts représentants de l'État, comme les représentants de l'administration qui en ont la direction.
Ils doivent également faire preuve de transparence.





Citizen can help to create data

Numerisons les lobbyistes de l'Assemblée nationale

Parce que l'influence du lobbying au sein des parlements, peu connue, suscite beaucoup de fantasmes, [Transparence International France](#) et [Regards Citoyens s'associent](#) pour mieux connaître les lobbyistes de l'Assemblée nationale. Depuis 2007, plus de 15 000 personnes ont été auditionnées dans le cadre de rapports parlementaires.

Pour mieux qualifier ces données, nous avons besoin de vous !

Pour nous aider à cartographier ces acteurs, il vous suffit de saisir, dans le formulaire ci-dessous, le nom de la personne, identifié dans un cadre rouge, son employeur ou l'organisme qu'elle représente, ainsi que sa fonction :

Statistiques **Etre averti** **Connexion**

A faire 0%

Fait 100%

Top Contributeurs

1. Nicoz (1601)
2. aine250 (1501)
3. versailai... (1184)
4. moira (1048)
5. Nanostelia (839)

[voir le Top 50](#)

Extrait d'un rapport parlementaire :

et européennes

- M. Youenn DUPUIS, Conseiller technique au cabinet de M. Jean-Louis BORLOO, ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables
- M. Jean-Claude GAZEAU, Président de la Mission interministérielle de l'effet de serre (MIES)
- M. Roger GOUDIARD, Directeur du département Asie à l'Agence française de développement (AFD)
- M. **Yorik PELHATE**, Chargé des relations avec le Parlement et les institutions d'Air France
- Mme Annick PERRIMOND-DU BREUIL, Directrice des relations institutionnelles d'EADS
- M. Philippe de SAINT-AULAIRE, Directeur Environnement d'Airbus

Sexe ☐ Homme ☐ Femme

Prénom et Nom

Merci de ne pas saisir le titre, le grade ou toute information qui ne soit pas le nom et le prénom.

Fonction

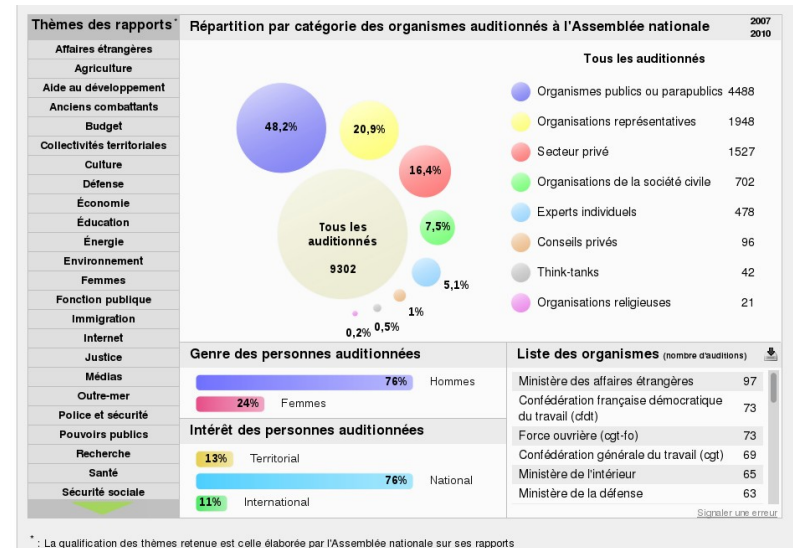
Si plusieurs fonctions, choisissez celle qui vous semble la plus importante.

Organisation / employeur

Merci d'indiquer le nom complet et son éventuel acronyme.

[Pas une personne / personne pas auditionnée - signaler une erreur](#)

Numérisation terminée !





Crowdsourcing of the Declarations of Interests

- 8000 citizens helped us get usable data
- A pad where citizens could write remarks

 Déclaration de Franck Marlin 

Partie 11 / 12

Activités conservées

10° Les activités professionnelles ou d'intérêt général, même non rémunérées, que le membre du Parlement envisage de conserver :

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalité d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
SIREON - GILLES MORANGIS	Président	Néant
CENTRE HOSPITALIER SUD-ESSONNE DOUDEAN-ETAMPES	Président du conseil de Surveillance	Néant
CCAS - GILLES ETAMPES	Président	Néant
CAISSE des Ecoles GILLES ETAMPES	Président	Néant



[Lien permanent vers cet extrait de déclaration](#)

Saisir les informations

Merci de saisir ci-dessous une ligne par activité conservée déclarée par le parlementaire.

Pour supprimer une ligne, cliquez sur le bouton « ✕ » de la ligne correspondante.

Si le parlementaire n'a rien saisi ou a indiqué « Néant », cliquez sur le bouton « Valider le formulaire vide ».

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalités d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
Employeur n°1	Description n°1	Rémunération n°1 
Employeur n°2	Description n°2	Rémunération n°2

[Signaler un problème](#)

[Valider le formulaire vide](#)

[Changer de déclaration](#)

Si vous avez le sentiment que nous avons mal détecté cette partie ou qu'il manque des informations, merci de nous l'indiquer en cliquant sur « Signaler un problème », nous vous proposerons un autre extrait de déclaration à saisir.

[Un doute ou une question ? cliquez ici pour lire les Questions Fréquentes.](#)



Open data against the corruption

- Open Data defines the ability to handle data (not documents) and to reuse them without :
 - Legal constraint
 - Financial constraint
 - Technical constraint



Some keys datasets

- **Details of the Réserve Parlementaire**
Obtained by H. Lebreton, published on data.gouv.fr
- **Development aid (Mali)**
On data.gouv.fr in open data
- **Companies list (SIRENE)**
No open data, but commitment of the G8 13/06/2013
- **Tenders list**
Partially (~30%) on data.gouv.fr. commitment of the G8 13/06/2013
- ...



Open Data help the inter-services communication

- Hard to know data existence
- Heavy administrative forms to access to it
- Open Data allows easy acces to have a quick look to check.
- Allows the use of public search engine to find them.



Statistics against corruption

- Statistics models on corruption risks for a tender (Hungary)
- Allow to better target/organise investigations
- Methods of « Fraud Detections »
used by Retail Banks and insurances companies since 80's
- Good hints on where to investigate, not a proof!



Humains against corruption

- Too much Data to handle alone
- Citizens, Whistleblowers or Journalists will help:
 - To identify cases :
 - Hervé Lebreton
 - Raymond Avrillier, Daniel Ibanez, ...
 - To provide technical help :
 - H. Falciani
 - K-monitor
 - Open Source communities



Thanks !



www.RegardsCitoyens.org

@RegardsCitoyens
#regardscitoyens on irc.freenode.net